

le texte du discours qu'il doit prononcer. Lorsque le ministre répondra, j'aimerais qu'il nous dise si c'est en application de la politique officielle que l'on ne nomme pas maintenant un ministre des Sciences et de la Technologie. Deuxièmement, je le prie aussi de confirmer s'il a bel et bien dit qu'il n'était ni possible ni nécessaire de confier à un pareil ministère un programme scientifique coordonné. Si le ministre peut nous assurer que le gouvernement envisage sérieusement cette question ainsi que l'absence au sein du cabinet d'un ministre chargé uniquement de la fonction de conseiller en matière scientifique et technologique, il apaisera énormément les craintes qu'éprouvent bien des membres de la communauté scientifique.

L'hon. M. Drury: Monsieur le président, c'est avec le plus grand intérêt que j'ai écouté les deux préopinants: le député d'Oshawa-Whitby et celui de Parry Sound-Muskoka. Quant aux amendements qu'on propose d'apporter au projet de loi concernant le Conseil des sciences et le secrétariat aux Sciences, je suis content qu'ils aient tous deux approuvé les amendements. C'est pourquoi leur adoption ne devrait présenter aucune difficulté.

J'aimerais traiter certaines remarques concernant la politique scientifique du gouvernement en général et la forme d'institutions et de structure capable de conférer la plus grande efficacité et la meilleure réponse aux besoins scientifiques. A mon avis, il faut préciser une chose. Lorsqu'on utilise le mot «science» comme l'ont fait ces deux messieurs—cet emploi se révèle surtout dans le projet de loi—il s'agit des sciences naturelles et de la technogénie de la technologie, comme on dit, plutôt que des sciences sociales ou de la science qui enseigne l'accumulation des connaissances humaines destinées à l'amélioration de la vie humaine. Lorsque j'emploie le terme «science», il s'agit des sciences naturelles et de la technologie.

Il y a une chose qu'il ne faudrait peut-être pas oublier au sujet du débat en cours: c'est la position changeante de la science, c'est-à-dire la science naturelle de la technologie et des hommes de science en Amérique du Nord actuellement. Depuis quelque temps, le public nord-américain tend à considérer la science comme capable de répondre à tous nos problèmes actuels, ce qui amène à dire que toute œuvre accomplie par la science ou en son nom, est bonne en soi. Une tendance plus récente s'est fait jour, particulière aux États-Unis. Elle a d'ailleurs fait son apparition au

Canada. Elle consiste à s'interroger sur la valeur de la recherche en tant que telle et sur la nature de ses résultats. Proclamer que le but de cette activité est la recherche fondamentale qui s'exerce indépendamment de nos besoins et de nos fonctions actuels ou même de nos objectifs à long terme, n'est pas aussi exact qu'il y a quelques années.

• (5.10 p.m.)

Selon le député de Parry Sound-Muskoka les savants pensent qu'ils n'ont pas l'oreille du gouvernement. Je suppose que cela illustre le manque d'intérêt en ce qui concerne la valeur et la pertinence de certaines recherches et la répugnance du gouvernement et du public à encourager toutes les recherches scientifiques sans considérer leur catégorie, leur nature, leur pertinence ni leur valeur, simplement parce qu'il s'agit de recherches. Cette remise en question se comprend. Moi-même je pense que c'est une bonne chose et je me sens très encouragé par l'intérêt général croissant que portent aux sciences et à la technologie non seulement les savants eux-mêmes pour qui c'est chose naturelle, mais aussi une grande partie des milieux industriels et universitaires.

Ces besoins, quels sont-ils? En fonction du temps nécessaire en matière de sciences et de technologie, ces besoins sont à long terme, à court terme ou urgents. L'étude des objectifs scientifiques à long terme et la détermination des priorités à long terme, dont on n'attendrait pas des résultats immédiats, n'est pas une tâche facile à entreprendre pour l'élément fonctionnel du gouvernement. De par leur nature même, les gouvernements, quand ils ne sont pas oisifs, sont tellement pris par les problèmes quotidiens nécessairement à moyen terme, qu'ils semblent toujours manquer de temps pour réfléchir et étudier les perspectives et les objectifs à long terme, et mettre au point les meilleurs moyens de les régler et de les insérer dans les structures d'ensemble. C'est là une des raisons pour lesquelles le Conseil des sciences du Canada qui devait accomplir dans le domaine scientifique et technologique, ce que le Conseil économique devait faire dans le domaine économique pour le bien du pays, c'est-à-dire fixer des objectifs à long terme et l'ordre des priorités, et proposer les moyens de les accomplir dans les délais prévus.

Ce n'est évidemment pas un travail qu'on peut accomplir en une semaine. Si ce l'était, le gouvernement aurait entrepris cette tâche lui-même depuis longtemps, dans ses propres